

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Lutte contre le crime organisé et le blanchiment : 6 Md BRL gelés lors de l'opération *Falso Mercúrio*

La Police civile de São Paulo a gelé 6 Md BRL (923 M EUR) d'actifs liés à un vaste réseau de blanchiment au profit du PCC, l'une des principales organisations criminelles brésiliennes. Ce système sophistiqué utilisait une cinquantaine d'entreprises de divers secteurs de l'économie réelle comme intermédiaires pour dissimuler l'origine illicite des fonds.

Impact macroéconomique du crime organisé

Le crime organisé constitue un frein macroéconomique systémique au Brésil, avec un coût total estimé de près de 11% du PIB selon l'Ipea. Agissant comme un impôt caché, il pèse sur les finances publiques, la compétitivité des entreprises et la croissance du pays. Son impact vient principalement des dépenses de sécurité, des pertes de capital humain liées à la violence, des distorsions sur l'investissement et la productivité, ainsi que des pertes fiscales et environnementales associées à l'économie illégale.

Les inégalités au Brésil se sont-elles réellement améliorées ou détériorées ?

Le *World Inequality Report* classe le Brésil parmi les pays les plus inégalitaires, les 10% les plus riches captant près de 60% du revenu national. Cette situation contraste avec les statistiques brésiliennes qui font état d'une baisse de la pauvreté et d'une amélioration des revenus des ménages modestes depuis 2021. Cette divergence s'explique par des différences méthodologiques, les données du *World Inequality Report* mesurant la concentration avant redistribution, tandis que les indicateurs nationaux captent les effets des transferts sociaux et l'impact des politiques publiques menées.

Graphique de la semaine : Evolution de la production industrielle

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-1,2%	+31,0%	157 327
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-2,0%	-34,9%	140
Taux de change USD/BRL	+2,9%	-10,3%	5,54
Taux de change €/BRL	+2,3%	+2,3%	6,50

Note : Données du jeudi à 10h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 15 décembre 2025

LE CHIFFRE A RETENIR :

171 Md BRL

(26,3 Md EUR) C'est le montant que devraient atteindre les dépenses publiques exclues des cibles budgétaires sur l'ensemble du mandat Lula (2024-2026), dont 89 Md BRL prévus en 2026. Elles concernent principalement les *précatórios* (dettes judiciaires) et les dépenses liées aux catastrophes naturelles.

Actualités macro-économiques & financières

Lutte contre le crime organisé et le blanchiment : 6 Md BRL gelés lors de l'opération *Falso Mercúrio*

La Police civile de l'État de São Paulo a porté un coup important aux circuits financiers du crime organisé avec l'opération *Falso Mercúrio*¹, réalisée début décembre. Cette opération a conduit au gel judiciaire de 6 Md BRL (923 M EUR) d'actifs liés à un vaste réseau de blanchiment opérant au profit du Premier Commandement de la Capitale (PCC), l'une des principales organisations criminelles brésiliennes. Il s'agit de la plus vaste enquête patrimoniale et financière jamais menée par le Département des enquêtes criminelles (Deic) de la Police civile.

Cette opération s'inscrit dans un contexte de renforcement de la lutte contre le blanchiment de capitaux au Brésil, avec une attention accrue portée au renseignement financier, à la traçabilité des flux et à la coopération entre forces de sécurité, justice et secteur financier.

Les investigations ont révélé l'existence d'un véritable écosystème financier parallèle, structuré comme une entreprise indépendante, fournissant des services de blanchiment d'argent à des acteurs du crime organisé (trafic de drogues, escroqueries, jeux de hasard). Ce réseau s'articulait autour de trois noyaux distincts : i) des collecteurs, chargés de recueillir les fonds issus des

activités criminelles ; ii) des intermédiaires, responsables de la circulation, de la fragmentation et de la dissimulation des flux financiers ; et iii) des bénéficiaires finaux, percevant les montants une fois blanchis et intégrés à l'économie légale.

Le dispositif reposait sur 49 entreprises actives dans divers secteurs de l'économie réelle – boulangeries, commerces de boissons, concessions automobiles – ainsi que dans des activités financières et technologiques, notamment des fintechs, permettant de dissimuler l'origine illicite des fonds et de les réinjecter dans le circuit formel.

Sur le plan patrimonial, la justice a ordonné le blocage de 57 comptes bancaires, la saisie ou mise sous restriction de 257 véhicules (dont de nombreux modèles de luxe), le gel de 49 biens immobiliers estimés à 170 M BRL (26 M EUR), ainsi que de trois bateaux.

Selon les autorités locales, le succès de l'opération réside dans ces blocages judiciaires, qui neutralisent à la fois les stocks d'actifs et les flux de trésorerie, limitant la capacité du réseau à financer de nouvelles activités criminelles ou à recycler des fonds.

¹ Il s'agit de la deuxième phase de l'opération *Falso Mercúrio*, la première ayant eu lieu en juillet dernier avec l'exécution de 21 mandats de perquisition.

Etudes économiques & financières

Impact macroéconomique du crime organisé au Brésil

Le crime organisé constitue aujourd’hui un frein macroéconomique systémique majeur au développement du Brésil. Son impact économique total est estimé entre 10% et 14% du PIB pour la seule année 2024, selon une consolidation des estimations de la Banque interaméricaine de développement (BID), de l’Institut brésilien de recherche en économie appliquée (Ipea) et de plusieurs instituts et ONG spécialisés.

Les coûts directs du crime et de la violence sont évalués à environ 3,8% du PIB brésilien par la BID et à près de 5,9% du PIB par l’Ipea. Ils se répartissent principalement entre les dépenses privées de sécurité, les dépenses publiques de prévention, de police et de justice et les pertes de capital humain liées aux homicides, à l’incarcération et aux violences non létales. En y ajoutant les effets indirects – pertes de productivité, distorsions d’allocation du capital et désincitations à l’investissement – l’Ipea estime que le coût économique total du crime atteindrait environ 11% du PIB, soit **un véritable « impôt caché » sur l’économie**.

Les entreprises figurent parmi les premières victimes économiques. Elles consacrent l’équivalent de près de 1,7% du PIB à des dépenses de protection, au détriment de la productivité et de la compétitivité. Ces surcoûts se répercutent sur les chaînes d’approvisionnement et les prix finaux, affectant en priorité les biens de consommation courante.

L’insécurité chronique pèse également sur les décisions d’investissement. Certaines régions deviennent

économiquement « hostiles » en raison de la violence et de l’infiltration criminelle dans les administrations locales, ce qui freine la création de nouvelles activités ou incite à la relocalisation. Le crime agit ainsi comme un facteur de fragmentation territoriale, accentuant les écarts entre les pôles économiques relativement sécurisés et des territoires durablement marginalisés.

Le crime organisé a par ailleurs profondément évolué, passant d’une logique centrée sur le trafic de drogues à une stratégie de diversification et de captation de marchés légaux. Le commerce illicite reflète désormais l’économie formelle par son échelle et sa diversité. À cela s’ajoutent des réseaux structurés de fraude fiscale et de blanchiment, l’infiltration de marchés publics et la captation de rentes dans des services urbains essentiels.

Les coûts sociaux associés à la criminalité sont également élevés. La violence affecte durablement le capital humain par la hausse de la mortalité, la déscolarisation et la baisse de la participation au marché du travail, freinant la croissance de long terme et accentuant les inégalités.

En outre, les crimes environnementaux constituent une dimension spécifique et croissante de ce coût économique. Une analyse de la Banque mondiale estime que le maintien de la forêt amazonienne génère au moins 317 Md USD par an en services écosystémiques, soulignant l’ampleur du coût d’opportunité induit par les crimes environnementaux.

Enfin, l’infiltration du crime organisé dans les institutions publiques et politiques amplifie l’ensemble de ces pertes. Elle fragilise l’État de droit, fausse la concurrence et détourne des ressources, contribuant à enfermer durablement l’économie dans une trajectoire de croissance sous-optimale.

Les inégalités au Brésil se sont-elles réellement améliorées ou détériorées ?

Le Brésil figure toujours parmi les pays les plus inégalitaires au monde, se classant au cinquième rang mondial, derrière l'Afrique du Sud, la Colombie, le Mexique et le Chili. C'est ce que montre le *World Inequality Report 2026*², publié par le World Inequality Lab, un réseau de plus de 200 chercheurs, coordonné notamment par l'économiste Thomas Piketty et adossé à la Paris School of Economics. Dans sa dernière édition, il souligne la persistance d'une forte concentration des revenus au Brésil, en décalage avec le discours officiel mettant en avant les progrès sociaux récents.

Le rapport met en évidence une concentration très élevée des revenus dans le pays, les 10% les plus riches captant 59,1% du revenu national, tandis que la moitié la plus pauvre de la population n'en perçoit que 9,3% (ces montants étant mesurés avant impôt sur le revenu, après pensions et assurance-chômage, et hors transferts sociaux non contributifs). Cette concentration est par ailleurs restée globalement stable, voire légèrement orientée à la hausse au cours de la dernière décennie, la part du revenu détenue par les plus hauts revenus n'ayant pas reculé de manière significative entre 2014 et 2024.

La comparaison internationale souligne l'ampleur des écarts au Brésil par rapport aux économies avancées. Avant redistribution, dans la plupart des pays de l'OCDE, les 10% les plus riches captent généralement entre 30% et 40% du revenu national, tandis que les 50% les plus pauvres en perçoivent souvent entre 18% et 25%. En France, le décile le plus riche concentre environ 34% du revenu national, contre près de 20% pour la moitié la plus modeste, tandis qu'aux États-Unis ces parts

atteignent respectivement près de 47% et un peu plus de 13%.

Les résultats présentés dans le *World Inequality Report* contrastent ainsi avec les statistiques officielles brésiliennes, qui mettent au contraire en avant une amélioration marquée des indicateurs sociaux au cours des dernières années. Selon l'Ipea (Institut de recherche en économie appliquée), la pauvreté et l'extrême pauvreté ont atteint en 2024 leurs niveaux les plus bas depuis le début des séries comparables, au milieu des années 1990. Le revenu réel par habitant aurait progressé de plus de 25% entre 2021 et 2024, soit la hausse la plus rapide observée sur trois années consécutives depuis le Plan Real.

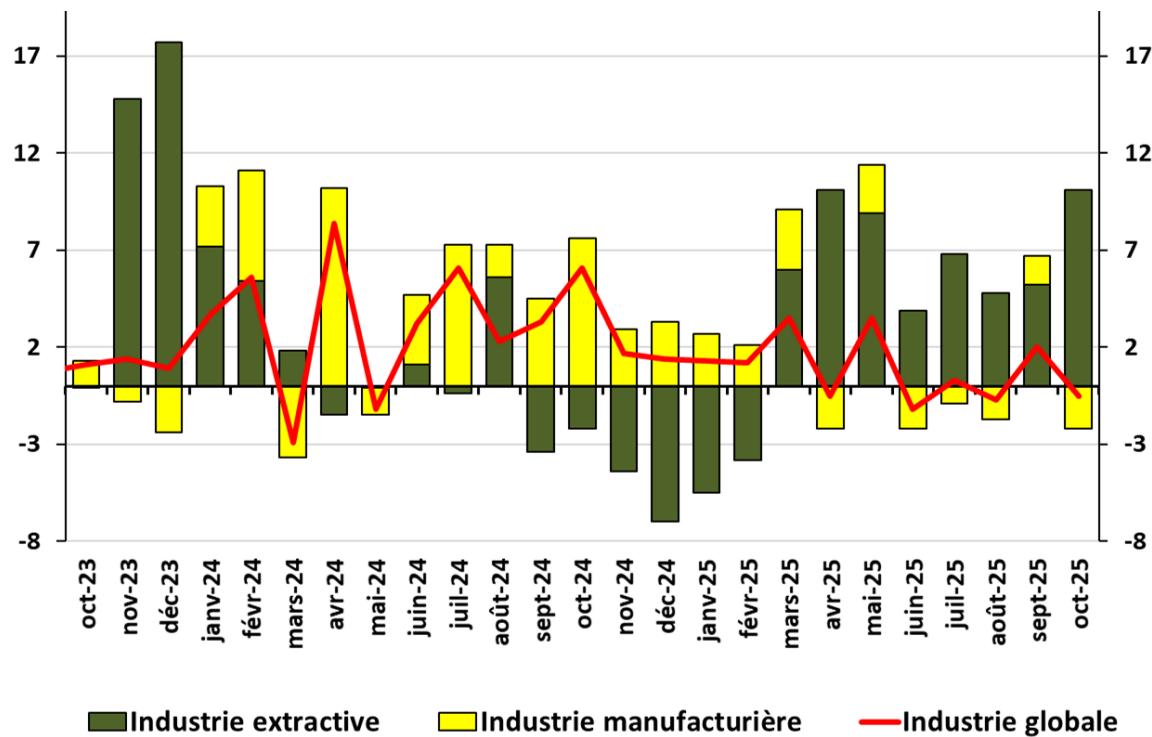
Les travaux de l'Ipea indiquent également une baisse sensible des inégalités mesurées par les enquêtes ménages, l'indice de Gini atteignant en 2024 son niveau le plus bas depuis près de trente ans. Cette amélioration serait portée par la dynamique du marché du travail – hausse de l'emploi et des salaires réels – et par le renforcement des programmes de transferts sociaux, en particulier le *Bolsa Família* et les prestations sociales.

La divergence de diagnostic entre le *World Inequality Report* et les statistiques officielles tient avant tout à des différences méthodologiques dans la mesure des inégalités. Les études nationales reposent principalement sur des enquêtes auprès des ménages, qui mesurent les revenus après transferts sociaux et captent finement l'évolution des revenus du travail et des prestations. À l'inverse, l'approche du *World Inequality Lab* combine enquêtes, comptes nationaux et données fiscales, et s'appuie sur le revenu national avant redistribution fiscale, une méthodologie qui ne prend pas en compte l'impact des politiques sociales et de redistribution sur les ménages.

² Fondé sur la base de données mondiales WID.world.

Graphique de la semaine

Evolution mensuelle de la production industrielle, par type d'industrie (en %, en glissement annuel : M/M-12)



Source : IBGE, PIM-PF (*Pesquisa Industrial Mensal - Produção Física*)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier) et Antoine Smeckaert (Stagiaire).

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr